



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49 183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 6 mai 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MULTILAQUE**

ZI Est  
6 rue Louis Rustin  
72350 Brûlon

Références : 2024-138\_AUTO\_Multilaque – Brûlon\_RAP  
Code AIOT : 0006300870

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement MULTILAQUE implanté ZI Est 6 rue Louis Rustin 72350 Brûlon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a pour sujet une sélection des constats susceptibles de suite de la visite du 27 avril 2022. Une nouvelle visite sera programmée afin d'aborder des derniers faits susceptibles de suites de l'inspection du 27 avril 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTILAQUE
- ZI Est 6 rue Louis Rustin 72350 Brûlon
- Code AIOT : 0006300870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

MULTILAQUE est une société spécialisée dans le laquage de tôles aluminium et d'acier, de barres aluminium et l'application de peinture.

## Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- AN24 Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Désenfumage - présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Confinement des eaux d'incendie - dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Confinement des eaux incendie - organes de commande	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.5.4	Demande d'action corrective	30 jours
8	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19 et 20 - Arrêté préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.9	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois et 18 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence rétention	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.3	Sans objet
2	Entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13	Sans objet
4	Désenfumage - Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet
7	Installations électriques - mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Sans objet
9	Dépassement déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	Sans objet
10	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 27 avril 2022, l'inspection des installations classées avait constaté une non-conformité majeure : l'absence de mise en conformité pour la protection du risque foudre des bâtiments 1 et 2 de la société MULTILAQUE.

Lors de la visite du 29 avril 2024, l'exploitant a réalisé l'analyse des risques foudre (ARF) et une étude technique (ET) mais n'a pas réalisé les travaux préconisés. Il est proposé au préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Présence rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a partagé les factures attestant l'installation de rétentions mobiles dans le local de préparation de peintures liquides. L'exploitant a expliqué que le stockage intermédiaire de peinture était aussi sous rétention.</p> <p>Sur place, la présence de ces rétentions a été constatée dans le local de préparation de peintures.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Entretien

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des cuves</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement MULTILAQUE a été autorisé à utiliser du Chrome 6 dans son process jusqu'en septembre 2017. De ce fait, lors de l'inspection du 27 avril 2022, il a été demandé à l'exploitant de réaliser une investigation sur une potentielle pollution des sols aux abords d'une cuve. Ainsi, l'exploitant a fait réaliser un diagnostic de pollution des sols en avril 2022. Pour mettre en place l'investigation, 5 sondages ont été réalisés : deux de ces sondages ont été faits aux abords de la cuve étudiée et les trois autres sont des bruits de fond chimiques. Les résultats d'analyse ne mettent pas en évidence d'impact sur la qualité des sols aux abords de la rétention associée au traitement de surface. La modification du site mènera cependant à réaliser des investigations complémentaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Désenfumage - présence de DEFNC

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur ».</p> <p>...</p> <p>« La surface utile de ces dispositifs d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. »</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé son contrôle annuel des installations de désenfumage par un organisme extérieur, le 3 et 4 avril 2023.  Pour le bâtiment 1, deux anomalies ont été relevées.  Pour le bâtiment 2, aucune anomalie n'a été constaté.</p> <p>L'exploitant a expliqué que 4 trappes de désenfumage au niveau de l'atelier de traitement de surface du bâtiment 1 sont inaccessibles.  Les rétentions de bords de traitement de surface ou encore l'absence de plat en périphérie du bâtiment empêchent le déploiement d'une nacelle.  Face à cette impossibilité d'intervention, l'exploitant justifiera ce constat en envoyant un calendrier de prise en charge de cette anomalie, une preuve de la commande et un justificatif de l'impossibilité technique d'accéder aux trappes.</p> <p>Parallèlement, l'exploitant enverra une évaluation de la surface de désenfumage opérationnelle de l'atelier de traitement de surface.</p> <p>Pour finir, l'exploitant a eu l'occasion d'échanger avec le SDIS sur cette problématique. La consigne d'intervention en cas d'incendie de ce bâtiment est en cours de rédaction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Désenfumage - Dimensionnement des DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lanterneaux de désenfumage : Commande automatique et manuelle.  Commandes manuelles placées à proximité des accès.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27/04/2022, il avait été constaté que les commandes (levier et à cartouche CO<sub>2</sub>) étaient bien implantées à proximité des accès. Une vérification des commandes par un organisme extérieur est réalisée selon une fréquence annuelle et aucune procédure n'était définie pour la vérification ou le test d'actionnement des lanterneaux.</p> <p>La vérification annuelle du système de désenfumage des 2 bâtiments a bien été effectuée pour l'année 2023 (voir constat précédent).</p> <p>Par sondage, il a pu être constaté que la consigne est bien présente sur la commande manuelle d'activation de la trappe sur l'un des cantons de désenfumage de l'atelier de peintures liquides du bâtiment 1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Confinement des eaux d'incendie - dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/01/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site MULTILAQUE possède 2 bassins de confinement des eaux incendie : le bassin 1 et le bassin 2, chacun dédié respectivement à l'évacuation des eaux incendie du bâtiment 1 et du bâtiment 2. Lors de la visite du 27 avril 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place des procédures de suivi de l'état du bassin 2, de perfectionner les registres de suivi et d'implanter des panneaux signalétiques pour mieux visualiser l'implantation des vannes et le sens de manœuvre de celles-ci.</p> <p>Le bassin 1 :</p> <p>Une vérification visuelle est faite tous les 3 mois par le personnel du laboratoire. L'exploitant a partagé le registre de suivi sur lequel est détaillé les différents critères permettant d'évaluer l'état du bassin. À l'entrée du bassin, un panneau signalétique permet de visualiser l'emplacement de la vanne et son moyen d'accès.</p> <p>Une vérification sur le fonctionnement de la vanne est faite en même temps que le contrôle visuel du bassin. Pour ce faire, l'opérateur ferme la vanne manuellement, puis il se dirige en sortie du réseau pour vérifier que l'écoulement est arrêté. Pour finir, l'opérateur réouvre la vanne. Cette procédure est intégrée dans le registre de suivi du bassin.</p> <p>Un nettoyage du bassin est effectué tous les 2 à 3 ans. Cependant, l'état de la géomembrane n'est pas contrôlé. L'exploitant a expliqué qu'une analyse de l'état de la géomembrane pourrait être faite lors du nettoyage de cette dernière.</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de compléter la consigne de suivi de l'état du bassin en intégrant l'étude de l'étanchéité de la géomembrane.</p> <p>Le bassin 2 :</p> <p>L'équipe de la maintenance du site est en charge du suivi de bassin 2.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de consigne de vérification visuelle de l'état du bassin. De ce fait, il est demandé à l'exploitant de formaliser cette consigne.</p> <p>Seule une consigne sur le fonctionnement de la vanne est formalisée. Cependant, elle n'est pas affichée au niveau de la vanne.</p> <p>La procédure de suivi peut être perfectionnée. Dans celle-ci, il est écrit comment ouvrir et fermer la vanne manuellement et automatiquement, mais il n'est pas écrit d'effectuer une vérification visuelle du bon positionnement de la vanne.</p> <p>L'exploitant communiquera la fréquence à laquelle il procède au nettoyage du bassin 2.</p> <p>Lors de la visite, des plis et des étirements de la géomembrane ont été observés. De la même manière que pour le bassin 1, il n'y a pas de suivi sur l'état de la géomembrane. Il est donc demandé à l'exploitant de compléter la consigne de suivi de l'état du bassin en intégrant l'étude de l'étanchéité de la géomembrane.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 6 : Confinement des eaux incendie - organes de commande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Actionnement de la vanne de barrage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes d'intervention indiquent (...) la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant enverra les consignes d'intervention sur les bassins en cas de lutte contre l'incendie.  Dans l'ensemble, les installations mises en place sont bien suivies. Cependant, certains points sur les moyens à mettre en œuvre peuvent être améliorés : <ul style="list-style-type: none"><li>- le panneau signalétique du bassin 2 est manquant. Ainsi, en cas de lutte contre un incendie, la procédure de confinement des eaux incendie peut être compromise.</li><li>- il n'y a pas d'échelle de graduation sur les bassins. L'installation d'échelles permettrait de connaître le volume d'eau disponible en temps réel du bassin. Ainsi, en cas de lutte contre un incendie, il serait possible de connaître le volume disponible.</li></ul> Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre ces actions correctives afin d'améliorer sa procédure de mise en œuvre des moyens de confinement des eaux incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : Installations électriques - mises à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise terre conformément aux normes existantes.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Le rapport et la trace des mesures correctives prises seront tenus à la disposition du service des installations classées.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

#### **Constats :**

Les derniers rapports de contrôle des installations électriques du site sont les suivants :

- le rapport de vérification annuelle des installations électriques du bâtiment 1 en date du 21 août 2023, dans lequel 11 anomalies sont relevées.

Ces anomalies sont prises en charge par l'équipe de maintenance. Lors de la visite, le récapitulatif de suivi des anomalies a pu être analysé. Lors de la visite, 1 anomalie n'a pas été levée : l'absence de définition des zones à risques d'explosion.

Il est demandé à l'exploitant de finaliser la prise en charge des observations de ce rapport.

- le rapport de vérification annuel des installations électriques du bâtiment 2 en date du 23 août 2023, dans lequel 3 anomalies sont relevées. Lors de la visite, toutes les anomalies étaient levées.

- le compte rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) du bâtiment 1 en date du 07 décembre 2023, qui ne fait pas état de risques d'incendie ou d'explosion.

- le compte rendu de vérification périodique des installations électriques (Q18) du bâtiment 2 en date du 07 décembre 2023, qui ne fait pas état de risques d'incendie ou d'explosion.

- le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19). Dans ce rapport, un risque au niveau d'un motoventillateur du bâtiment 2 a été constaté. Pour supprimer ce risque, l'exploitant a fait réaliser le remplacement du motoventillateur par un prestataire extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 8 : Protection foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 19 et 20 – Arrêté préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Protection foudre : mise en place des moyens préconisés par l'étude technique foudre.
<b>Constats :</b>  Comme il avait été demandé lors de la visite du 27 avril 2022, l'exploitant a fait réaliser une analyse risque foudre (ARF) et une étude foudre (ET) en 2022.  L'exploitant a demandé un devis pour la réalisation des travaux de mise en conformité en juin 2024.  MULTILAUQUE a pour projet de déplacer son activité de traitement de surface du bâtiment 1 vers un nouveau bâtiment 3. Ainsi, une partie du bâtiment 1 ne sera plus utilisée par la société. Seule l'activité de peintures liquides sera inchangée dans ce bâtiment. En conséquence, MULTILAUQUE a demandé de mettre en conformité dans un premier temps une partie du bâtiment 1 (portion atelier de peintures liquides) et l'ensemble du bâtiment 2. Dans un second temps, l'exploitant s'est engagé à mettre en conformité l'ensemble du bâtiment 1.  Au vu de la non-évolution de la situation depuis la visite précédente, une proposition d'arrêté de mise en demeure est adressée au préfet demandant à l'exploitant de : - réaliser les travaux de mise en conformité face aux risques foudre de l'atelier de peinture liquides du bâtiment 1 et de l'ensemble du bâtiment 2, d'ici septembre 2024 (délai de 6 mois). - réaliser les travaux de mise en conformité face aux risques foudre du bâtiment 1, d'ici septembre 2025 (délai de 18 mois).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois et 18 mois

**N° 9 : Dépassement déclaration GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassement rejet dans le milieu naturel			
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :			
POLLUANT	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	CONDITION SUR LE FLUX
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j.
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.
(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux			

d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.
<p><b>Constats :</b></p> <p>GIDAF relevé 4 dépassements pour une déclaration faite dans le cadre d'un contrôle externe de recalage. Ces dépassements concernaient: l'AOX, le toluene, l'indice hydrocarbure et le fluorure.</p> <p>Après avoir lu les rapports d'analyse des rejets eau, l'exploitant a constaté des problèmes de conversion d'unités entre les rapports d'analyses et la déclaration GIDAF.</p> <p>Finalement, un dépassement sur la quantité de fluorure (27,7 mg/l pour une limite à 15 mg/l) a été mesuré. Pour solder ce problème, l'exploitant a effectué une analyse de fluorures chez le fournisseur chimique toutes les semaines et a amélioré la qualité de la chaux injectée. La dernière analyse en date du 19/04/2024 fait état de 4,7 mg/L de fluorure, ce qui est bien inférieur à la VLE fixée à 15 mg/L.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant a rectifié sa déclaration GIDAF.</p> <p>Observation : l'exploitant expliquera le niveau de <math>0,25 \times 10^{-3}</math> mg/l relevé pour le toluène.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2011, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des accès
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière inspection, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en place des bardages afin de fermer l'accès de la cuve d'acide chlorhydrique depuis l'extérieur.</p> <p>Sur place, l'inspection a pu constater la construction de murs en parpaing et l'installation d'un portail afin de limiter l'accès à la cuve depuis l'extérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite